

# De nouvelles armes pour le bras de fer patrons-syndicats

- Feuilletons - De l'autre côté du conflit social -

Date de mise en ligne : dimanche 23 octobre 2011



---

Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

---

**Aujourd'hui, pour être un patron ou syndicaliste efficace**, il faut aussi être un peu : expert-comptable, avocat, et spin doctor. En une dizaine d'années, l'étude économique, le recours en justice et les relations presse sont devenus des outils indispensables dans la mécanique des grands conflits sociaux. Le phénomène n'est pas nouveau : *« déjà, dans les années 1980, en Lorraine, les syndicats avaient créé une radio libre pour médiatiser le conflit sur la fermeture de la sidérurgie »*, souligne Baptiste Giraud, enseignant en science politique à l'université Aix-Marseille III et spécialiste des conflits du travail. Mais avec le temps, pointe le chercheur, *« la médiatisation et le recours à l'expert ont désormais un rôle central et structurant dans l'action sociale »*. Revue de détail des nouveaux outils.

## L'action en justice

Les palais de justice ouvrent désormais en grand leurs prétoires aux conflits sociaux : plainte pour faire annuler le plan social à l'usine de chocolat Nestlé à Marseille comme à l'usine de thé Litpton-Fralib de Géménos, référé pour faire dégager le port bloqué par des marins de la SNCM ou dégager les piquets de grève devant les dépôts de bus de la RTM. Pour les patrons comme pour les syndicats, *« il s'agit surtout d'un moyen de gagner du temps et de médiatiser le conflit, estime Baptiste Giraud. Quand un plan social est annulé, la direction en refait immédiatement un autre. »* Côté patronat, les plaintes *« sont une pratique plus habituelle, estime Nicolas Barthe, secrétaire général de l'UPE 13 (Medef). C'est avant tout pour marquer le coup, de manière symbolique, sauf pour les blocages d'usine que l'on combat immédiatement : à ST Micro à Rousset, l'entreprise perdait trois millions d'euros par jour. »*

## L'expertise économique

Réparation navale à Marseille, gare de triage fret de Miramas, Nestlé et Fralib : autant de conflits où les syndicats se sont appuyés sur des études économiques pour contredire les arguments de la direction et proposer un projet de réorganisation de l'outil de travail, voire une reprise pure et simple de l'activité par les salariés ou un actionnaire extérieur. À Miramas, où le tri était menacé d'une forte réduction d'effectifs, *« ça a permis de prouver que la gare était viable, qu'elle était importante pour l'économie locale, et qu'il y avait un vrai potentiel de marchandises à transporter dans la zone »*, explique Joël Nodin, délégué régional Sud-Rail. *« Les tâches sont devenues tellement spécialisées que peu de salariés, ou même de dirigeants, ont une vision globale de la situation de l'entreprise, note Jean-Louis Poly, directeur du cabinet Progexa, qui suit les dossiers Fralib et Netcacao. L'expertise économique permet de l'obtenir. »* L'outil n'est pas disponible partout : en Allemagne, malgré la longue pratique de co-gestion entre syndicats et salariés, *« il n'y a pas d'expert, et la direction ne donne que les informations qu'elle souhaite »*, observe Jean-Louis Poly.

Mais l'efficacité de la contre-expertise à la française dépend avant tout de la volonté de la direction. Chez Fralib, *« Unilever [propriétaire de l'usine] ne va pas chercher à argumenter sur des questions économiques, assure Nicolas Barthe. Rien ne les oblige à être implantés ici. »* À Miramas, malgré l'étude, le soutien, de la mairie, de la préfecture et du conseil régional, la gare de triage continue de vivoter : *« Il n'y a pas eu de politique commerciale agressive pour gagner des parts de marché sur les routiers, dénonce Joël Nodin. On en est presque revenus au point de départ d'avant le conflit. »* Netcacao, faute d'avoir développé suffisamment ses propres produits, s'est retrouvée étranglée au terme des contrats passés avec Nestlé dans le cadre du plan de reprise. La frilosité des banques pour accorder des avances de trésorerie a achevé l'usine. *« L'expérience a tout de même permis de maintenir l'emploi »*

pendant cinq ans » après la décision de Nestlé de fermer l'usine, souligne Jean-Louis Poly.

### L'action médiatique

Une grève n'existe pas sans les médias. Tous les syndicats l'ont intégré dans leur travail, même en dehors des périodes de crise : « *Je fais presque un envoi presse par jour, en sachant qu'il n'y en peut-être que 5% qui vont aboutir*, explique Joël Nodin. *Mais au moins quand il y a un conflit, les journalistes voient que le problème ne sort pas de nulle part.* » La partie patronale a elle aussi pris la question à bras-le-corps : « *Les organisations patronales incitent leurs adhérents à entretenir des relations régulières avec les journalistes locaux*, souligne Baptiste Giraud. *Pour que quand un conflit éclate, le journaliste relaie davantage la parole de la direction, et ne soit pas seulement dans une position de compassion pour les salariés.* » « *La stratégie média est cruciale, et honnêtement la CGT est très forte dans ce domaine*, estime Nicolas Barthe. *Elle arrive à placer ses adhérents dans le rôle des victimes* ». Au point que les patrons eux-mêmes se sont mis à la communication de crise : durant la grève du port en octobre dernier, l'UPE 13 a lancé une campagne de publicité « *Grutier du port, best job in the world* » pour dénoncer les privilèges de certains agents portuaires. « *La presse locale n'est pas aguerrie aux questions économiques, et on a vu que l'opinion publique ne réagissait pas quand on chiffrait les pertes dues à la grève*, explique Nicolas Barthe. *Donc on a fait cette publicité, et là l'info a été reprise par tous les médias nationaux, puis locaux. Et les politiques ont été obligés de se positionner.* » Autre action, cette fois pour réclamer l'autorisation de travailler le dimanche au centre commercial de Plan-de-Campagne : « *On voulait réaffirmer que mille emplois étaient en jeu. Si l'on avait fait une conférence de presse, TF1 ne serait pas venue. Mais en prenant mille salariés habillés en noir et couchés sur le parking, qu'on filme en hélicoptère en invitant TF1, on a eu un reportage au 20h.* »

Malgré leur efficacité, ces nouvelles formes d'action restent encore marginales. Leur usage est fonction du savoir-faire et de la personnalité des syndicalistes ou des patrons, du poids de l'entreprise dans l'emploi local ou son appartenance à un grand groupe ayant une forte image de marque. Pas évident quand 95% des entreprises françaises comptent moins de 20 salariés [Chiffres 2007 du ministère de l'Économie]. « *Statistiquement, la plupart des conflits sociaux sont très courts : quelques heures, un ou deux jours*, souligne Baptiste Giraud. *Et la grande majorité n'est pas médiatisée, les militants expérimentés le savent.* » Le face à face classique syndicat-patron a encore quelques beaux jours devant lui.

### Demain : L'incessante attente des Netcacao